

Les réformes sont indispensables, elles doivent être justes

Seule l'action réformatrice du gouvernement permettra à la France de retrouver le plein-emploi et de redonner aux Français confiance dans l'avenir. A l'issue des élections municipales, nous voulons et nous devons poursuivre les réformes, même les plus difficiles. Mais nous savons qu'elles ne seront acceptées et soutenues par les Français que si elles sont marquées du sceau de la justice. Comment et dans quels sens agir alors que nous sommes face à trois contraintes ?

● La contrainte de la dette et des déficits. Toute aggravation ruinerait la confiance en l'avenir et la solidarité à l'égard des jeunes générations. Dans le domaine des dépenses publiques, de nombreux redéploiements sont possibles et nécessaires.

● La contrainte liée à la forte progression des dépenses sociales. Dans une récente étude du CERC, il est démontré qu'au cours des quinze dernières années, l'accroissement du pouvoir d'achat s'est fait essentiellement par les prestations sociales, par le salaire différé plutôt que par le salaire direct.

● La contrainte internationale, qui tire les classes moyennes vers le bas et les classes supérieures vers le haut, creusant les inégalités.

Face à ces trois contraintes, nous devons trouver un nouvel équilibre entre exigence d'efficacité et exigence de justice sociale.

Il nous faut améliorer le mini-

mum vieillesse, les pensions de réversion et le pouvoir d'achat des salariés à bas revenus. Cela passe, non par des dépenses publiques supplémentaires, mais par un effort fiscal plus justement réparti. Le paquet fiscal, dont les mesures sont pour l'essentiel orientées vers les classes moyennes, doit être complété soit par un plafonnement des niches fiscales et so-

Il faut plafonner les niches fiscales et sociales ou mettre en œuvre un impôt minimum sur la dernière tranche d'imposition.

ciales, soit par la mise en œuvre d'un impôt minimum sur la dernière tranche d'imposition. Il ne s'agit pas de créer un nouvel impôt, mais de faire en sorte que l'empilement des niches en matière d'impôt sur le revenu ne puisse réduire ce dernier de plus de 60 %. En effet, les plus hauts revenus ne doivent pas pouvoir s'exonérer totalement de l'impôt. C'est un objectif de justice fiscale et sociale. Redéployer ainsi ces 800 millions d'euros vers les retraites les plus faibles et la prime pour l'emploi est donc non seulement possible mais nécessaire.

150.000 jeunes sortent du système scolaire sans le moindre diplôme, et particulièrement les jeunes des banlieues. Nous devons réformer profondément

notre formation professionnelle qui est actuellement illisible, opaque et qui favorise la bureaucratie. Ses crédits, qui représentent plus de 20 milliards d'euros, doivent en partie être redéployés vers ceux qui sont les plus fragiles.

La réforme des retraites à venir doit être imprégnée de l'exigence de justice, comme elle le fut en 2003 en permettant à ceux qui ont commencé à travailler jeunes de partir plus tôt à la retraite. Le différentiel d'espérance de vie restant l'inégalité majeure de notre société, le travail posté, le travail de nuit, les métiers difficiles doivent être pris en compte lors du rendez-vous des retraites de 2008.

Les inégalités d'accès à la propriété ont été largement corrigées grâce aux mesures engagées par le gouvernement. Si nous voulons qu'elles jouent pleinement leur rôle, elles doivent être encore simplifiées. Par ailleurs, la rotation dans le parc HLM peut être fortement accrue grâce à deux mesures applicables depuis le 1^{er} janvier : la location accession et le pass foncier. Grâce à elles, il est aujourd'hui possible d'accéder à la propriété dans la majorité des villes et des zones rurales, avec des mensualités voisines de 550 euros par mois.

Nous soutenons la volonté de réforme du gouvernement, mais nous restons très vigilants vis-à-vis du contenu des réformes, qui ne peuvent se faire sans esprit de justice.

Les ouvriers et les employés, qui ont été les grands perdants des deux septennats de François Mitterrand, ont largement contribué à l'élection de Nicolas Sarkozy. Nous devons et nous pouvons répondre à leurs attentes. Mais la confusion trop facile entre socialisme et social impose à la droite et au centre un effort beaucoup plus important de pédagogie, avec des objectifs lisibles, mesurables, vérifiables.

C'est ainsi que nous répondons au dilemme de toute société. Trouver le bon équilibre entre deux exigences : plus d'efficacité et davantage de justice.

Les députés signataires sont :
PIERRE MÉHAIGNERIE (UMP),
Ille-et-Vilaine ; JEAN-PAUL ANCIAUX
(UMP), Saône-et-Loire ; BENOIST
APPARU (UMP), Marne ; THIERRY
BENOIST (NI), Ille-et-Vilaine ; CLAUDE
BIRRAUX (UMP), Haute-Savoie ;
EMILE BLESSIG (UMP), Bas-Rhin ;
MICHEL BOUVARD (UMP), Savoie ;
YVES BUR (UMP), Bas-Rhin ; GÉRARD
CHERPION (UMP), Vosges ;
JEAN-LOUIS CHRIST (UMP),
Haut-Rhin ; CHARLES DE COURSON
(Nouveau Centre), Marne ;
MARC-PHILIPPE DAUBRESSE (UMP),
Nord ; PASCALE GRUNY (app. UMP),
Aisne ; LAURENT HÉNART (UMP),
Meurthe-et-Moselle ; ANTOINE
HERTH (UMP), Bas-Rhin ; ETIENNE
PINTE (UMP), Yvelines ; MICHEL
PIRON (UMP), Maine-et-Loire ;
FRÉDÉRIC REISS (UMP), Bas-Rhin ;
JEAN-MARIE ROLLAND (UMP),
Yonne ; VALÉRIE ROSSO-DEBORD
(UMP), Meurthe-et-Moselle.